

## Politique russe en Asie : d'une approche bilatérale à une stratégie globale



**Dmitri TRENIN**

Juin 2016

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 978-2-36567-578-9

© Tous droits réservés, Ifri, 2016

#### **Comment citer cette publication :**

Dmitri Trenin, « Politique russe en Asie : d’une approche bilatérale à une stratégie globale », *Russie.Nei.Visions*, n° 94, juin 2016.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

#### **Ifri-Bruxelles**

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : [bruxelles@ifri.org](mailto:bruxelles@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# ***Russie.Nei.Visions***

*Russie.Nei.Visions* est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

## **L'auteur**

Dmitri Trenin est directeur du Centre Carnegie de Moscou. Il préside également son conseil scientifique et dirige son programme de politique étrangère et de sécurité. De 1993 à 1997, il a été chercheur à l'Institut de l'Europe (Moscou). En 1993, il a travaillé comme chercheur au Collège de défense de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), à Rome. Entre 1972 et 1993, il a servi dans les forces armées soviétiques et russes, notamment en tant qu'officier de liaison du département de relations extérieures du Groupement des forces soviétiques (stationné à Potsdam) et en tant que membre de la délégation soviétique lors des négociations entre les États-Unis et l'URSS sur les armes nucléaires tenues à Genève de 1985 à 1991. Il a également enseigné au Département d'étude de la guerre de l'Institut militaire à Moscou de 1986 à 1993.

# Résumé

Dans les priorités stratégiques de la Russie, l'Asie a traditionnellement joué un rôle secondaire par rapport à l'Occident. Le rapprochement de la Russie avec la Chine et l'Inde a été esquissé au milieu des années 90 à l'initiative d'Evguéni Primakov, alors ministre des Affaires étrangères. Cependant, c'est la dégradation des relations entre la Russie et l'Occident en 2014 qui a poussé Moscou à amorcer son grand « tournant vers l'Asie ». La « nouvelle » politique asiatique de la Russie doit éviter deux écueils : la focalisation sur la Chine et une approche strictement bilatérale des relations avec les différents pays de la région. Dans le cadre d'une stratégie asiatico-pacifique plus large, Moscou doit se donner pour objectif la construction d'une « Grande Eurasie », qui passera nécessairement par une démarche intégrée (relative à la région dans son ensemble) et globale (incluant les dimensions géopolitique, géoéconomique, militaire, informationnelle et culturelle).

# Sommaire

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b>L'ÉMERGENCE D'UNE GRANDE EURASIE .....</b>	<b>7</b>
<b>LES IMPLICATIONS POUR LA RUSSIE DE SA RUPTURE AVEC L'EUROPE .....</b>	<b>9</b>
<b>« LA GRANDE STRATÉGIE » ASIATIQUE DE MOSCOU .....</b>	<b>11</b>
<b>La Chine .....</b>	<b>12</b>
<b>Le Japon.....</b>	<b>15</b>
<b>La Corée du Sud .....</b>	<b>17</b>
<b>Ailleurs en Asie.....</b>	<b>17</b>
<b>CONCLUSION : LES COMPOSANTES D'UNE STRATÉGIE RÉGIONALE .....</b>	<b>22</b>

# Introduction

L'emblème de l'État russe, l'aigle bicéphale, à première vue parfaitement symétrique, a en réalité toujours davantage penché vers l'ouest que vers l'est. La Russie a aspiré à être reconnue comme une grande puissance européenne avant d'imposer sa domination à une grande partie du continent. Quant à l'Asie, elle l'a essentiellement considérée comme son arrière-cour, avec des voisins relativement faibles et de vastes territoires faciles à conquérir. Dans la politique asiatique de la Russie, les préoccupations géopolitiques et stratégiques ont généralement pris le pas sur les facteurs économiques. Cela s'est pratiquement toujours vérifié – aussi bien au temps de l'empire qu'à la période soviétique et, plus encore, au cours du quart de siècle qui a suivi la fin de la guerre froide<sup>1</sup>.

La Russie tsariste s'est étendue jusqu'à l'océan Pacifique, rattachant à l'empire les gigantesques territoires de la Sibérie, du Caucase et de l'Asie centrale. La Russie soviétique a d'abord cherché à se rapprocher des forces anticolonialistes avant de consolider le bloc communiste rassemblant la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam et d'autres pays d'Asie du Sud-Est. Une décennie durant, dans les années 1950, l'alliance sino-soviétique s'est confrontée aux États-Unis et à leurs alliés en Asie, tandis que, en Europe, le Pacte de Varsovie faisait face à l'OTAN. Mais l'alliance Moscou-Pékin s'est vite défaite et les trois décennies suivantes ont été marquées par un face-à-face tendu entre les deux géants communistes, émaillé d'affrontements frontaliers et hanté par le spectre d'un affrontement nucléaire.

Pendant la guerre froide, l'Asie, à la différence de l'Europe, fut un front « chaud », bien que secondaire. L'Union soviétique a essayé de contenir et d'affaiblir les États-Unis en Corée et au Vietnam, et de contrebalancer l'influence américaine dans la région par le biais d'un rapprochement avec l'Inde, mais s'est retrouvée elle-même embourbée dans une guerre de dix ans en Afghanistan. Déterminé à mettre un terme à la confrontation en Asie, Mikhaïl Gorbatchev a normalisé les relations de

---

Traduit du russe par Boris Samkov.

1. Le présent article développe certaines des thèses présentée dans d'autres publications récentes de l'auteur, notamment : D. Trenin, « Russia and the Rise of Asia », Carnegie Endowment for International Peace, 2013, disponible sur : <http://carnegieendowment.org> et D. Trenin, « From Greater Europe to Greater Asia: the Implications of the Sino-Russian Entente », Carnegie Endowment for International Peace, 2015, disponible sur : <http://carnegieendowment.org>.

Moscou avec la Chine, établi des relations diplomatiques avec la Corée du Sud, tendu la main au Japon, donné son accord à un règlement politique au Cambodge et retiré les forces soviétiques d'Afghanistan. Résultat : la confrontation a effectivement pris fin, mais l'influence de Moscou s'est évaporée.

La Russie postsoviétique s'est dans un premier temps focalisée sur ses relations avec l'Occident, espérant pouvoir s'y intégrer à ses propres conditions. L'Asie a alors été reléguée au second plan. La situation a commencé à changer à partir du milieu des années 1990, quand les relations entre la Russie et l'Occident ont commencé à se détériorer. Depuis 1996, on assiste à un rapprochement russo-chinois ; à partir de 1998, Moscou, à l'initiative d'Evguéni Primakov, alors ministre des Affaires étrangères, s'est mise à promouvoir l'idée d'un triangle continental composé de la Russie, de l'Inde et de la Chine (RIC) ; par la suite, les Russes ont été à l'origine de l'expansion de ce groupe, devenu BRIC (RIC + Brésil). Moscou a également soutenu l'idée de Pékin consistant à institutionnaliser le forum de discussion sur la sécurité réunissant la Chine et les ex-républiques soviétiques sous la forme de l'Organisation de coopération de Shanghai (OSC). La frontière russo-chinoise a été définitivement fixée par une série d'accords signés entre 1991 et 2004.

# L'émergence d'une grande Eurasie

Après sa rupture avec l'Occident en 2014 à la suite de la crise en Ukraine, le positionnement de la Russie dans le système international a connu un changement radical. L'intérêt de l'Union européenne pour une coopération plus étroite avec Moscou avait déjà commencé à s'éroder avant même le début des événements du Maïdan à Kiev. Aujourd'hui, il n'est plus question d'une quelconque intégration de la Russie au sein de l'Occident, que ce soit dans le cadre de l'« espace sécuritaire euro-atlantique commun » ou de « la grande Europe de Lisbonne à Vladivostok ». Ce paradigme est désormais obsolète. Dans le même temps, la tentative russe de réunir la plupart des territoires postsoviétiques au sein d'une « Union eurasiatique » a mis en évidence les limites géographiques et structurelles de ce concept.

Le rêve n'est plus. Le concept d'« Eurasie » – dont les contours coïncident *grosso modo* avec les frontières de l'ancien empire russe, puis de l'Union soviétique et finalement de l'ex-URSS – ne correspond plus à aucune réalité géopolitique ou géoéconomique cohérente<sup>2</sup>. L'Union économique eurasiatique, qui apparaît comme une « petite Eurasie », n'est qu'un modeste accord économique peu susceptible de se transformer en une entité soudée. Ainsi, la Russie se tient aujourd'hui seule, partiellement en Europe, partiellement en Asie, le pays en lui-même n'appartenant pleinement à aucun des deux continents.

Pendant ce temps, le grand continent d'Eurasie, qui s'étend de l'Asie orientale à l'Europe occidentale, et que la Russie a longtemps dominé grâce à sa position centrale, connaît de profonds changements géopolitiques. À l'ouest, l'Europe a entrepris depuis les années 1990 une tentative majeure visant à rassembler ses nombreux pays au sein d'une union qui regroupe désormais la quasi-totalité de la « péninsule occidentale d'Eurasie ». Cependant, même si ce processus a connu de nombreux succès indéniables, il n'a pas abouti à l'émergence d'une Europe reconnue comme un acteur stratégique de premier plan. Pis, dans les années 2010, l'Union européenne

---

2. J'ai avancé cette idée très tôt. Voir D. Trenin, « The End of Eurasia. Russia on the Border Between Geopolitics and Globalization », Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., 2001, disponible sur : <http://carnegie.ru>.

a été confrontée à une série de crises d'ordre financier, migratoire et sécuritaire. Son avenir dépend de sa capacité à surmonter ces difficultés.

À l'est, la situation est fort différente. La Chine, qui a réussi à s'imposer comme la deuxième économie du monde et une puissance militaire moderne, commence désormais à porter son regard par-delà ses frontières. En 2013, le président Xi Jinping a lancé le concept « Une ceinture, une voie » (« One Belt, One Road », OBOR) qui consiste à faire de l'expansion géoéconomique de la Chine un instrument de sa politique étrangère. Par la suite, les officiels chinois ont déclaré que les pays voisins d'Asie et d'Eurasie représentaient désormais une priorité aux yeux de Pékin. Pour la première fois depuis l'époque de Gengis Khan, l'Eurasie est le théâtre d'un processus d'intégration initié à l'est et non à l'ouest ou au centre du continent.

# Les implications pour la Russie de sa rupture avec l'Europe

Toutes ces évolutions ont pour la Russie des implications importantes et même existentielles. Le pays est désormais engagé dans une confrontation avec les États-Unis et se trouve pour longtemps en froid avec l'Europe ; quant à ses chances d'établir son propre bloc dans l'ancien espace soviétique, elles semblent très réduites. Dans le même temps, la Russie doit faire face à la progression de la Chine vers l'ouest, qui voit Pékin accroître son influence dans les anciennes marches soviétiques d'Asie centrale, du Caucase du Sud et d'Europe de l'Est. La région du Proche-Orient est devenue un générateur d'instabilité mondiale, et la Russie s'y implique de plus en plus activement dans la lutte contre le radicalisme et l'extrémisme islamiste.

Pour rester un acteur indépendant de premier ordre en Eurasie dans ce nouveau contexte, la Russie doit élaborer une grande stratégie. Le Kremlin s'est donné pour objectif de confirmer le statut de grande puissance du pays et manœuvre constamment en ce sens dans les méandres de la politique mondiale. Pour autant, il ne possède pas de véritable stratégie digne de ce nom. Cela s'explique probablement par les caractéristiques personnelles et les compétences professionnelles du président Vladimir Poutine et de ses principaux conseillers ; ou bien par l'environnement incertain, en perpétuelle évolution, dans lequel la Russie postsoviétique a toujours existé ; ou encore tout simplement par la sagesse des responsables politiques qui réalisent que les stratégies géopolitiques complexes ne survivent généralement pas au premier coup de feu.

Cependant, si l'on réussit, de façon analytique, à trouver un sens à l'ensemble des décisions russes en politique étrangère, et si l'on utilise la logique ainsi établie pour imaginer la direction que prendra la politique du Kremlin dans le futur, on peut parler de l'existence d'une « stratégie » *de facto*. Cette « stratégie » peut substantiellement différer des grandes déclarations des responsables russes et des commentaires des officiels chargés de la mise en œuvre des décisions politiques ; mais elle repose sur l'analyse de preuves tangibles et possède donc un minimum de crédibilité.

L'analyse de l'ensemble des décisions géopolitiques mène ainsi à conclure qu'il n'existe pas de stratégie russe intégrée envers l'Asie, mais plutôt 1) des approches personnalisées à l'égard des États, qui doivent être harmonisées du fait de la proximité géographique des pays d'Asie et de leur interaction croissante ; et 2) des attitudes variées à l'égard des différentes organisations internationales dans la région Asie-Pacifique. Il faut également préciser que, dans cet article, nous entendons par « Asie » l'Asie de l'Est, du Sud et du Sud-Est. Le Proche-Orient en est exclu ; quant à l'Asie centrale et à l'Afghanistan, ils ne sont évoqués que du point de vue de leur importance pour les relations de la Russie avec la Chine.

# « La grande stratégie » asiatique de Moscou

Tout au long de sa présidence, Vladimir Poutine s'est donné un double but : préserver l'intégrité territoriale du pays et restaurer son statut de puissance globale, et pas seulement régionale. Les décisions de politique étrangère du Kremlin à l'est de l'Oural sont guidées par ces deux objectifs : garantir le maintien de l'Extrême-Orient et de la Sibérie au sein de la Fédération de Russie et faire en sorte que cette dernière joue un rôle majeur dans la région Asie-Pacifique.

Le « tournant vers l'Asie » de Moscou date d'avant sa rupture avec l'Occident. Vladimir Poutine en a été la force motrice depuis les années 2000. À l'ouest, le principal défi pour la Russie vient des États-Unis qui, après la fin de la guerre froide, ont cessé de la considérer comme une grande puissance dont les intérêts spécifiques doivent être respectés et ont largement propagé leur influence dans les zones anciennement contrôlées par Moscou ; à l'est, le plus grand défi est posé par une Chine en plein essor qui, pour la première fois de l'Histoire, a surpassé la Russie en termes de puissance nationale et projette déjà son influence en Asie, attirant les pays voisins dans son orbite.

Jusqu'en 2014, la Russie a recherché un large compromis avec les États-Unis en Europe, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale, tout en essayant de renforcer sa position et d'assurer ses arrières en approfondissant ses liens avec la Chine. Il est également possible que sa relation avec Washington et ses liens économiques, politiques et culturels étroits avec l'Europe offraient à Moscou un contrepoids de nature à équilibrer sa relation avec Pékin. Tout en maintenant un certain équilibre entre les dimensions occidentale et orientale de sa politique étrangère, la Russie cherchait aussi à renforcer sa position au centre du continent, à savoir dans la « petite Eurasie » de l'ancien Empire russe/Union soviétique, une zone dont Moscou souhaitait faire son propre pôle de puissance : une Union eurasiennne.

Depuis 2014, cet équilibre est rompu. L'Occident étant devenu un adversaire et les perspectives de l'intégration eurasiennne s'étant significativement réduites, Moscou a décidé de chercher davantage de soutien en Asie, particulièrement auprès de la Chine, la plus grande

économie mondiale à ne pas avoir adopté de sanctions à l'encontre de la Russie. La montée en puissance de la Chine lance indéniablement un défi à la domination américaine en Asie orientale et, plus largement, au niveau mondial ; dans le même temps, la Russie cherche à repousser les Américains en Europe de l'Est. Dès lors, certains en Russie se sont mis à espérer que la Chine et la Russie formeraient le noyau d'une coalition de pays non occidentaux (formée autour des BRICS et de l'Organisation de coopération de Shanghai) déterminée à remplacer la domination occidentale (et avant tout américaine) sur la planète par un nouvel ordre mondial multipolaire.

## La Chine

Il ne faut pas sous-estimer le ressentiment que la domination globale des États-Unis dans les domaines de l'économie, de la finance, de l'information, de la culture et, bien sûr, des affaires militaires a engendré en Russie et en Chine. Toutes deux rejettent l'interventionnisme libéral de Washington et l'ingérence occidentale dans les affaires intérieures d'autres pays au nom de la démocratie et des droits humains – des notions dans lesquelles les Russes comme les Chinois voient avant tout un instrument de la politique étrangère américaine. Et l'une comme l'autre jugent que la présence militaire des États-Unis dans leurs voisinages immédiats respectifs – associée au soutien politique que les Américains accordent à leurs alliés et partenaires, lesquels entretiennent souvent des relations complexes avec Pékin et Moscou – entrave leur marge de manœuvre de façon inacceptable à leurs yeux.

En dépit de cette perception partagée, le rapprochement entre la Russie et la Chine s'est révélé limité. Certes, contrairement aux prévisions de certains Occidentaux, les deux pays ne sont pas entrés en conflit, et leur voisinage commun en Asie centrale n'a pas provoqué entre eux de réelle montée de tension. Mais ils n'ont pas non plus formé un front uni face aux États-Unis. La Chine ne souhaitait nullement mettre en péril ses vastes liens économiques avec l'Amérique en soutenant trop ostensiblement Moscou. Pas plus qu'elle n'avait l'intention d'aider financièrement la Russie simplement pour s'en faire un allié politique important dans sa compétition avec les États-Unis. Au bout du compte, si la Chine ne s'est pas associée à la politique d'isolement inspirée par Washington, elle ne s'est pas non plus rangée aux côtés de cette dernière contre les États-Unis.

Fondamentalement, les autorités de Pékin n'ont pas souhaité profiter de l'occasion exceptionnelle qui s'offrait à elles de faire de la Russie un partenaire « junior » dans la compétition toujours plus intense qui les

oppose aux États-Unis, en l'assistant plus activement au moment où elle en avait besoin. L'analogie la plus proche aurait pu être la relation spéciale mise en œuvre par Washington et Londres, qui a fait du Royaume-Uni, puissance sur le déclin, un allié loyal des États-Unis. Cette réticence de Pékin indique probablement que malgré sa nouvelle force, la Chine demeure un acteur géoéconomique plutôt que géopolitique, et que ses leaders ne se croient pas capables de contrôler un pays aussi ambitieux et aussi indépendant d'esprit que la Russie, même quand celle-ci se trouve dans une période de grande faiblesse.

Pour bon nombre d'observateurs, le fait que le rapprochement sino-russe ait été aussi modeste constitue un échec du « tournant vers l'Asie » de Moscou<sup>3</sup>. Pourtant, paradoxalement, cette issue a été, pour la Russie, un mal pour un bien. Pékin a en toute connaissance de cause laissé passer une chance unique d'amener la Russie dans son orbite : le risque qu'un tel scénario aurait fait peser sur les relations de la Chine avec les États-Unis a été jugé inacceptable. Moscou a donc évité une dépendance critique envers son grand voisin de l'est. Certes, la Russie se trouve pratiquement seule, sans alliés, face à de grands défis, mais elle garde, pour l'essentiel, les mains libres. Le problème de Moscou, ce n'est pas que la Chine ne se montre pas assez pressée de nouer une alliance étroite, mais que la Russie elle-même n'a pas réussi à se transformer en un pays attractif pour l'investissement et propice à l'innovation grâce à un climat d'affaires favorable.

Après 2014, les relations de la Russie avec la Chine ont évolué vers ce que l'on pourrait appeler une *Entente*<sup>4</sup>. Ce concept implique une empathie réciproque et une bonne compréhension mutuelle au plus haut niveau politique ; un meilleur accès aux ressources énergétiques russes offert aux compagnies chinoises ; un meilleur accès à la technologie militaire russe offert à l'armée chinoise ; et plus de possibilités d'utiliser le territoire russe dans le cadre des projets d'infrastructure reliant la Chine à l'Europe. De son côté, la Chine octroie des crédits aux compagnies énergétiques russes qui lui fournissent du pétrole et du gaz ; demeure un débouché majeur pour l'industrie russe de la défense ; aide la Russie à étendre ou à moderniser ses infrastructures et partage avec elle certaines technologies.

À l'évidence, une telle relation ne constitue pas une véritable alliance. Moscou et Pékin continuent de coordonner leurs politiques étrangères

---

3. Pour une analyse intéressante du « tournant vers l'Asie » de la Russie, lire A. Lukin, « Povorot k Azii: mif ili realnost' ? », *Meždunarodnaâ Žizn'*, n° 4, avril 2016, disponible sur : <https://interaffairs.ru>.

4. NDLR : en français dans le texte.

respectives sur les grandes questions internationales, y compris au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, mais pas de façon trop étroite. La Russie agit en solo non seulement en Ukraine mais aussi en Syrie, tandis que la Chine le fait en mers de Chine orientale et méridionale. Même sur les questions relatives à la non-prolifération nucléaire, que ce soit en Iran ou en Corée du Nord, Moscou et Pékin suivent des voies plus ou moins parallèles mais ne marchent pas la main dans la main. Le principe des relations sino-russes actuelles est : *jamais l'une contre l'autre, mais pas nécessairement toujours l'une avec l'autre*. À la neutralité de Pékin sur la Crimée et le Donbass répond l'impartialité affichée par Moscou à l'égard des conflits portant sur les îles situées au large de la Chine.

Il reste que la dynamique de cette relation favorise largement la Chine. Son économie connaît actuellement un ralentissement car elle traverse une période de transformation, mais elle est six ou sept fois supérieure à celle de la Russie, plongée depuis plusieurs années dans une profonde récession. Moscou a besoin d'investissements, et Pékin possède de vastes ressources. La Chine devance désormais la Russie du point de vue technologique dans un nombre croissant de domaines. Les exportations chinoises vers la Russie sont essentiellement constituées de produits manufacturés, y compris des machines ; la Russie, elle, vend surtout à la Chine de l'énergie et des matières premières. Le budget de défense chinois pèse plus du double de celui de la Russie. L'Organisation de coopération de Shanghai, un cadre politique qui s'étend à toute l'Eurasie, est une création chinoise dont le siège se trouve à Pékin. Quand les deux pays ont décidé, en mai 2015, qu'ils allaient dorénavant harmoniser leurs projets, tels OBOR et l'Union économique eurasiatique, il est apparu clairement que ce serait Pékin qui jouerait le rôle de leader.

Aujourd'hui, la stratégie de la Russie vis-à-vis de la Chine semble consister à s'adapter à la montée en puissance de sa voisine en maintenant des relations de bon voisinage de part et d'autre de leur longue frontière commune ; en minimisant les frictions là où les intérêts concurrents des deux pays s'entrecroisent (en Asie centrale et dans les relations de Moscou avec ses deux autres partenaires stratégiques en Asie que sont l'Inde et le Vietnam) ; en cherchant à compenser le déséquilibre de leurs échanges commerciaux par le biais du maintien ou de l'augmentation de la dépendance de la Chine envers la Russie dans certains domaines (ventes d'armes et, potentiellement, fourniture d'eau et de produits alimentaires) ; et, bien sûr, en limitant l'emprise de la Chine sur la Russie (en restreignant l'immigration chinoise et l'accès des Chinois à la technologie militaire russe, aux ressources naturelles de Sibérie et aux voies maritimes d'importance stratégiques comme la route maritime du Nord).

Pour le moment, cette approche est globalement fonctionnelle. La Chine et la Russie sont proches, mais évitent de tomber dans une dépendance mutuelle excessive : elles coordonnent leurs actions sans en faire des politiques communes. Elles ne constituent pas un bloc, mais elles ne sont pas non plus rivales. La Chine n'a certainement pas oublié les « traités inégaux » du XIX<sup>e</sup> siècle, mais la frontière n'est pas objet de discorde, et des deux côtés les populations affichent une attitude positive envers le pays partenaire. Les échanges commerciaux ont récemment chuté de 40 % exprimés en dollars, mais cela s'explique principalement par l'effondrement du prix du pétrole et par la crise structurelle que traverse la Russie. Les relations économiques reposent sur un pragmatisme sans contraintes politiques. En apparence, la Chine traite la Russie comme une grande puissance, même si dans la hiérarchie réelle établie par Pékin, son statut est nettement inférieur à celui des États-Unis.

Vers quel but la Russie souhaite-elle faire évoluer cette relation, et comment ? La réponse n'est pas évidente. La dynamique actuelle semble indiquer que la Chine est vouée à jouer un rôle encore plus dominant dans ce duopole, et que la Russie deviendra de plus en plus dépendante envers sa voisine. Un scénario envisageable verrait la Chine s'imposer comme la seule option possible pour la Russie en Asie, au grand désavantage de Moscou. Naturellement, les Russes cherchent à diversifier leur politique asiatique, de façon à ne pas se reposer excessivement sur la Chine. Plusieurs États du continent apparaissent comme des options crédibles de ce point de vue, à commencer par le Japon.

## Le Japon

Aux yeux de Moscou, le Japon représente avant tout une source de technologies avancées et de capitaux. C'est également une voie d'accès à l'Asie de l'Est et du Sud-Est ainsi qu'au Pacifique. Sans oublier qu'il s'agit d'un membre du Groupe G7 disposant d'une puissance financière considérable. Certes, l'héritage de la Guerre froide et de la Seconde Guerre mondiale est toujours présent. Le Japon est un allié dévoué des États-Unis, dont il abrite plusieurs bases militaires, et constitue le cœur des positions américaines dans le Pacifique occidental. En refusant de signer le traité de paix de San Francisco de 1951 avec le Japon, Moscou a créé un contentieux territorial avec Tokyo, qui considère quatre îles de la chaîne des Kouriles du Sud comme ses propres « territoires du nord ».

Les objectifs de Moscou vis-à-vis du Japon consistaient à attirer les ressources économiques japonaises afin de développer l'Extrême-Orient russe et la Sibérie, et à s'entendre sur une frontière maritime mutuellement

reconnue entre les deux pays par le biais d'un traité de paix. La Russie comptait également faire du marché japonais un débouché pour ses exportations énergétiques. Sous le président Poutine et le premier ministre Shinzo Abe, les échanges bilatéraux et d'autres liens se sont intensifiés. Cependant, depuis 2014, quand le Japon s'est associé au régime des sanctions visant la Russie, ce double objectif n'est plus d'actualité. Tokyo s'est solidarisé avec Washington, dont sa sécurité nationale dépend entièrement.

Dans cette situation, la Russie a récemment obtenu un geste d'ouverture de la part du Japon. En 2016, le premier ministre Shinzo Abe a décidé de solliciter directement Vladimir Poutine et d'échanger des visites au plus haut niveau afin d'améliorer les relations entre les deux pays. Tokyo souhaite contrebalancer la montée en puissance et les ambitions croissantes de Pékin, tout en se prémunissant contre les conséquences d'un éventuel retrait américain d'Asie orientale ou d'un rapprochement Washington-Pékin dont Tokyo ferait les frais. Plus directement, Abe cherche à empêcher Moscou de s'associer trop étroitement au positionnement antijaponais de Pékin. Des intérêts économiques sont également en jeu. Le Japon ne veut pas laisser la Chine exploiter seule les ressources de la Russie et dominer le marché russe. Dans ce contexte, la résolution du contentieux territorial demeure pour Shinzo Abe un objectif réel mais dans une large mesure symbolique.

Poutine devrait répondre positivement à ces avances. Malgré son entente avec la Chine, Moscou ne souhaite pas rester seule à seule avec Pékin. Dans de nombreux domaines, comme les technologies de pointe, le Japon peut fournir à la Russie ce que la RPC ne peut pas. À la différence des Chinois, les Russes n'éprouvent pas à l'égard du Japon de ressentiment lié à la Seconde Guerre mondiale. Leur Grande guerre patriotique a pris fin trois mois avant que l'Union soviétique, conformément aux engagements pris à l'égard de ses alliés, a déclaré la guerre au Japon. Quant à l'alliance américano-japonaise, elle préoccupe bien moins Moscou que Pékin. Comme pour les États-Unis, la Chine occupe dans la politique étrangère russe une place supérieure au Japon, mais le Kremlin estime qu'il est possible de combiner une proximité avec ces deux pays dans son approche de l'Asie. Néanmoins, Moscou a récemment opté pour une ligne dure sur le dossier des îles Kouriles du Sud, refusant de les qualifier de problème territorial. Poutine ne peut envisager un compromis sur la délimitation de la frontière – c'est ainsi que les choses seront formulées – que s'il croit que l'avantage qu'il retirera d'une meilleure relation avec le Japon en vaudra la peine. À ce jour, il n'en est pas encore convaincu.

## La Corée du Sud

Le Japon n'est pas la seule option possible. Tandis que ses relations avec Tokyo se dégradaient sur fond de crise ukrainienne, Moscou a envisagé de se rapprocher de l'autre économie avancée de l'Asie du Nord-Est : la Corée du Sud. Mais cette relation n'a toujours pas réellement décollé. Poutine n'a jamais établi un lien fort avec la présidente sud-coréenne Park Geun-hye, et le pays demeure trop dépendant envers la protection américaine face à la menace nucléaire de Pyongyang. En outre, les Russes ont retenu la leçon du début des années 1990, quand une rupture quasi totale de ses liens avec la Corée du Nord avait laissé Moscou pratiquement dénuée de tout levier à Séoul. Aujourd'hui, afin de pouvoir peser auprès du Sud, la Russie doit conserver un minimum d'influence dans le Nord. Si le Kremlin ne se berce guère d'illusions concernant le régime de la RPDC et se montre très négatif à l'égard de ses programmes nucléaire et balistique, il estime tout de même que la politique musclée de Washington à l'égard des Nord-Coréens n'est pas sans danger.

La Russie se montre très prudente dans la péninsule coréenne. En tant que membre du Conseil de sécurité, elle a conscience de la responsabilité qui lui incombe dans le domaine de la non-prolifération nucléaire. Elle continue de participer aux moribonds Pourparlers à Six, mais reconnaît à son corps défendant qu'elle doit désormais s'effacer devant les États-Unis et la Chine. En tant que puissance régionale d'Asie du Nord-Est, elle ne peut pas ignorer le risque qu'un conflit militaire éclate si près de sa frontière, mais les options à sa disposition sont limitées. En sa qualité de proche partenaire de Pékin, elle reconnaît les intérêts de la Chine qui voit dans la Corée, particulièrement celle du Nord, son « étranger proche ». Moscou estime que le régime actuel de Pyongyang est condamné à disparaître, mais ne se réjouirait pas s'il venait à implorer brusquement. Elle considère Séoul comme une ressource pour le développement de l'Extrême-Orient russe, mais laisse ouverte la possibilité que la division de la Corée persiste encore longtemps. Enfin, si elle ne se montre pas spécialement inquiète de la présence militaire américaine en Corée du Sud, elle juge que le déploiement d'un système américain de défense antimissile en Corée et autour de son territoire constitue en soi un problème d'ordre sécuritaire.

## Ailleurs en Asie

Depuis 1949, Moscou a toujours reconnu **Taiwan** comme une partie de la République populaire de Chine. Après la fin de la guerre froide, elle a établi avec Taipei des relations qui se sont limitées à des échanges économiques

et culturels. Fondamentalement, les Russes estiment que Pékin doit disposer d'une souveraineté entière sur l'île, et il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils condamnent publiquement à l'avenir toute mesure que la RPC pourrait prendre vis-à-vis de Taïwan. En revanche, Moscou a adopté une posture résolument neutre à l'égard des questions de sécurité maritime en **mers de Chine orientale et méridionale**, où elle n'a pas d'intérêts nationaux impérieux. Elle a décidé de ne pas s'impliquer dans les conflits potentiels autour des îles Senkaku/Dyaoyutai, des îles Paracels, des îles Spratleys, du récif de Scarborough, etc. Tout en promouvant globalement une solution négociée à tous ces contentieux, la Russie se montre critique à l'égard de l'« ingérence » américaine dans ces dossiers.

Depuis peu, Moscou accorde davantage d'importance dans sa politique étrangère à l'**Asie du Sud-Est**. Les pays de l'ASEAN sont vus comme des partenaires commerciaux potentiellement importants, avec lesquels la Russie n'a pas de problèmes hérités du passé à solder. Le Vietnam, ancien allié de l'URSS dans la région et aujourd'hui client majeur de l'industrie russe de défense, est traditionnellement perçu comme une porte d'accès vers l'ASEAN, mais on considère à Moscou que d'autres pays comme la Malaisie, Singapour et surtout l'Indonésie pourraient offrir encore plus d'opportunités. La Russie ne cherche pas seulement à leur vendre des armes, des avions de ligne et des centrales nucléaires ; elle tente également de lier l'Union économique eurasiatique au Vietnam, par le biais de la création d'une zone de libre-échange. En mai 2016, le président Poutine a accueilli à Sotchi le premier sommet Russie-ASEAN. Il n'en reste pas moins qu'une approche cohérente de cette région peuplée de quelque 500 millions de personnes reste à élaborer.

En Asie du Sud, c'est l'**Inde** qui est le principal partenaire de Moscou depuis le milieu du <sup>xx</sup>e siècle. Il s'agit de l'unique grande puissance avec laquelle la Russie n'a jamais eu de différends majeurs. En 1998, le ministre russe des Affaires étrangères de l'époque Evguéni Primakov a proposé une interaction plus étroite entre les trois grandes puissances asiatiques : la Russie, l'Inde et la Chine (RIC). Au début des années 2000, Moscou a pris l'initiative de faire de cet acronyme désignant les économies émergentes, **BRIC** (les RIC + le Brésil), un club de grands pays non occidentaux. Tandis que le concept de RIC visait de facto à contrebalancer l'influence de la Chine, celui de BRIC constitue un complément, voire une alternative, aux institutions dominées par les États occidentaux, surtout depuis qu'en 2014 le G8 est redevenu le G7 à la suite de l'exclusion de la Russie.

Les relations bilatérales de la Russie avec l'Inde, bien que non conflictuelles au niveau politique et sincèrement amicales, souffrent de la faiblesse de leurs fondements économiques. Ce qui constitue un sérieux

inconvenient, surtout pour le gouvernement actuel de Narendra Modi, qui met l'accent sur la stimulation du développement économique du pays. Moscou cherche à impliquer les Indiens dans ses projets énergétiques en Sibérie, mais ces efforts sont insuffisants. Même dans des domaines où la Russie a longtemps dominé le marché, comme la vente d'armes à l'Inde, elle est désormais confrontée à une concurrence importante, non seulement de la part des Européens mais aussi des Américains. Face à cette nouvelle réalité, elle doit faire un effort majeur consistant à impliquer les Indiens dans le co-développement et la coproduction de systèmes d'armes, ce qui permettrait de faire passer la relation à un tout autre niveau.

Alors qu'elle arme simultanément l'Inde et la Chine, la Russie est pleinement consciente que New Delhi voit en Pékin un adversaire potentiel. Les Russes parviennent cependant à tirer leur épingle du jeu dans cette situation délicate. Ils restent à l'écart du différend frontalier qui empoisonne depuis des décennies les relations sino-indiennes, et s'ils coopèrent bien plus étroitement avec la Chine, ils fournissent à cette dernière des armes bien moins sophistiquées qu'à l'Inde. Quand en 1998 l'Inde a développé ses propres armes nucléaires, la Russie a reconnu cet état de fait et s'est gardée d'adopter des sanctions à l'encontre de New Delhi.

Durant la guerre froide, et particulièrement pendant la guerre soviétique en Afghanistan, le **Pakistan** avait représenté un problème sécuritaire pour la Russie. Dans les années 2000, la relation s'est un peu réchauffée. À partir du début des années 2010, la politique russe en Asie du Sud a commencé à accorder au Pakistan une place plus importante qu'auparavant. Moscou reconnaît l'importance d'Islamabad pour la stabilité future de l'Afghanistan ; elle lui vend même des armes afin de lui permettre de combattre les talibans, malgré la désapprobation de New Delhi, ce qui peut lui offrir un levier pour dissuader les Indiens de se tourner vers d'autres fournisseurs d'armes que la Russie. En 2016, le Pakistan, de même que l'Inde, rejoindront formellement l'**Organisation de coopération de Shanghai (OCS)**, un groupement régional réunissant la Chine, la Russie et les États d'Asie centrale.

Les sommets annuels de l'OCS offrent à la Russie l'opportunité de tenir des rencontres régulières avec les leaders des pays asiatiques continentaux, y compris ceux de la Chine, de l'Inde, du Pakistan, de l'Iran, de l'Afghanistan, de la Mongolie et des États d'Asie centrale. Dans une certaine mesure, l'OCS permet à la Russie de s'assurer que la coopération entre la Chine et les pays centre-asiatiques restera essentiellement d'ordre économique, et que Moscou aura son mot à dire sur les aspects sécuritaires

de cette coopération, y compris les manœuvres militaires conjointes et la collaboration dans la lutte anti-terroriste.

Moscou donne clairement la priorité à l'OCS au détriment du **Sommet de l'Asie orientale**, organisation consacrée aux questions sécuritaires. Elle y a adhéré en 2012 mais, depuis, n'en a pas tiré beaucoup de bénéfices. L'une des explications réside dans la réticence de Moscou à prendre position sur les contentieux géopolitiques de la région Asie-Pacifique. L'**APEC**, qui est un forum économique, occupe une place légèrement plus importante dans la politique étrangère russe : en 2012, la Russie a accueilli à Vladivostok un sommet de cette organisation afin d'affirmer sa présence dans la région. La Russie se montre ambivalente sur la question du **Partenariat transpacifique** (TPP), par manque d'expertise et par absence de forts moteurs domestiques en faveur d'une intégration économique régionale.

L'OCS est essentiellement un projet chinois destiné à promouvoir la sécurité et le développement en **Asie centrale**, une zone contiguë au Xinjiang, et se focalise sur cette région où la Chine est actuellement en pleine expansion économique. La Russie comprend les motifs qui ont poussé la Chine à créer cette organisation, et s'est servie de son appartenance à l'OCS pour garder à l'œil les activités de Pékin dans la région ; pour s'assurer que ces activités ne nuisent pas aux intérêts fondamentaux que Moscou y possède ; et, si nécessaire, pour coopérer avec la Chine sur diverses questions régionales. Dans le même temps, Moscou a promu ses propres institutions : l'**Organisation du Traité de sécurité collective** (OTSC) pour la sécurité, et l'**Union économique eurasiatique** (EEU) pour l'intégration économique.

Jusqu'ici, la Russie et la Chine ont réussi à éviter de se lancer dans une lutte d'influence en Asie centrale. Pékin a pris soin de ne pas franchir les lignes rouges établies par Moscou, à savoir une présence militaire dans les États d'Asie centrale et des alliances politiques avec eux, tandis que Moscou a tacitement accepté la croissance de l'influence économique et politique de la Chine dans la région, qui de fait y réduit l'influence russe. De leur côté, les pays centre-asiatiques ont appris à tirer les bénéfices de cette concurrence entre deux puissances amicales mais tacitement en compétition l'une avec l'autre. Avec l'arrivée sur le terrain centre-asiatique de l'Inde (partenaire de la Russie) et du Pakistan (allié de la Chine), la concurrence est susceptible de devenir plus vive. Elle portera également sur l'Afghanistan.

Du point de vue russe, l'**Afghanistan**, déchiré par la guerre, représente une source majeure d'insécurité régionale. Depuis la chute du régime taliban en 2001, à laquelle Moscou a contribué à travers ses liens

avec l'Alliance du Nord, la Russie a gardé un profil bas dans ce pays où elle a perdu 13 000 soldats pendant la guerre que l'Union soviétique y a livrée entre 1979 et 1989. Toutefois, après le 11 Septembre, la Russie a apporté sa contribution au transit des effectifs et des équipements américains et otaniens vers et en provenance de l'Afghanistan. Cette opération a pris fin en 2014. Depuis le départ d'Afghanistan de la majorité des forces internationales de sécurité, Moscou garde ouverts ses canaux de communication avec le gouvernement de Kaboul et, aussi, avec divers groupes ethno-régionaux. Dernièrement, l'émergence de l'État islamique en Afghanistan a incité la Russie à envisager de se rapprocher de n'importe quel acteur capable de combattre les djihadistes, y compris les talibans.

Après le succès initial de son opération syrienne, la Russie est devenue plus confiante dans l'usage de la force militaire en tant qu'outil efficace de politique étrangère et de sécurité. Dans l'avenir, l'Afghanistan et l'Asie centrale pourraient constituer de nouveaux théâtres d'opérations pour l'armée russe, s'ils se retrouvent menacés par les extrémistes islamistes. Pour l'heure, l'extrémisme islamiste reste la plus grande menace pour la Russie, à la fois le long de ses frontières méridionales et à l'intérieur du pays.

La politique asiatique de la Russie reste principalement axée sur la géopolitique, les aspects économiques demeurant secondaires. Moscou ne possède qu'un nombre limité d'instruments de politique étrangère : les ressources énergétiques (des exportations de gaz et de pétrole à l'accès aux gisements naturels) ; les ventes d'armes et les transferts de technologies militaires ; et les possibilités de transit *via* son territoire. Moscou cherche logiquement à diversifier ses partenaires, même si cette volonté rencontre plusieurs obstacles. Ses projets énergétiques communs avec la Chine font de Pékin un consommateur essentiel en Asie. Dans le même temps, elle fournit des armes à des pays, tels l'Inde et le Vietnam, qui ont des différends avec la Chine, qui est aussi un client majeur pour l'achat des armements russes. Elle est confrontée à la rude concurrence des États-Unis sur le marché indien de l'armement, et cherche à envoyer un message à New Delhi en signant de modestes contrats de livraisons d'armes avec le Pakistan.

# Conclusion :

## les composantes d'une stratégie régionale

Ce tour d'horizon décrit essentiellement un ensemble d'approches bilatérales envers les pays d'une région complexe. D'évidence, une approche plus intégrée s'impose. Le point de départ doit être la prise de conscience du fait que, au XXI<sup>e</sup> siècle, l'Asie est pour la Russie au moins aussi importante que l'Europe, voire plus importante encore. Les implications de ce constat sont évidentes : il convient d'apprendre à bien mieux connaître le voisinage asiatique, de rebâtir une expertise sur l'Asie et améliorer la connectivité avec les voisins d'Asie et de la région Pacifique.

Il est essentiel de faire en sorte que les projets de développement de la Russie orientale – ce qu'il était convenu de désigner, il y a un siècle, par la formule « Russie asiatique » – fonctionnent. L'extension des infrastructures, la production agricole, l'industrie de tourisme et de loisirs devraient être prioritaires, au même titre que les ressources naturelles et l'énergie. La stratégie de Moscou en Asie doit toujours avoir pour priorité le développement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe. L'objectif principal ne doit pas être d'accroître l'influence politique de la Russie à l'extérieur de ses frontières, mais de trouver ce que serait pour elle la meilleure manière de s'intégrer dans le système économique de la région. Les leaders russes doivent passer plus de temps dans l'Extrême-Orient russe, faire de Vladivostok la métropole régionale et adopter une approche moins centrée sur l'Europe.

Au-delà, la stratégie asiatique de la Russie doit être à la fois intégrée et globale. « Intégrée » signifie qu'il doit exister une perception générale des objectifs relatifs à la région dans son ensemble, et que les relations bilatérales, même avec une puissance mondiale telle que la Chine, doivent s'inscrire dans une vision d'ensemble et être étroitement coordonnées avec les autres parties de cette approche. La stratégie asiatique devrait en fait être une stratégie asiatico-pacifique et inclure les États-Unis, le Canada, l'Australie et la

Nouvelle-Zélande. Cela peut être facilité par le fait qu'en Asie, il y a moins de contentieux entre Moscou et Washington qu'en Europe. Le Pacifique est moins une ligne de division qu'un connecteur.

« Globale » signifie que la stratégie russe en Asie doit inclure toutes les dimensions appropriées de la politique : géopolitique, géoéconomique, géostratégique (militaire), informationnelle et culturelle. Les leaders et diplomates russes ont un penchant prononcé pour la géopolitique, et les militaires russes aspirent de nouveau à jouer un rôle au-delà des frontières du pays ; mais les autres dimensions restent insuffisamment développées. Ce constat concerne tout particulièrement la diplomatie économique. Les Russes ont généralement le plus grand mal à expliquer leurs motivations et leurs objectifs à des étrangers et à obtenir de l'empathie de leur part. Bien entendu, pour que la diplomatie économique de Moscou devienne efficace, elle doit être soutenue par une vraie amélioration du climat d'affaires du pays, y compris l'environnement législatif.

La stratégie asiatique devrait avoir pour priorité de faire en sorte que le développement de la Russie bénéficie au maximum des relations qu'elle entretient avec les principales puissances asiatiques (Chine, Inde et Japon), ainsi qu'avec les autres économies développées telles que la Corée du Sud, Singapour et Taïwan. Dès que le contexte géopolitique le permettra – ce qui n'est peut-être pas pour demain –, la Russie devra restaurer et étendre ses liens avec ses voisins anglophones de la zone Pacifique, de l'Alaska et de la Californie jusqu'à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Il est cependant possible dès maintenant de chercher à renforcer les liens dans des secteurs non politiques tels que l'éducation, la recherche et la technologie ou encore le développement régional.

D'un point de vue sécuritaire, la zone Asie-Pacifique représente aujourd'hui pour la Russie le moins menaçant des environnements stratégiques. Dans cette région, c'est la péninsule coréenne qui constitue la plus grande préoccupation de Moscou. Ce dossier doit être géré avec prudence et en collaboration avec la communauté internationale. Il est primordial de prévenir une nouvelle confrontation en Asie avec les États-Unis et leurs alliés. Maintenir une relation amicale avec la Chine est une tâche d'importance existentielle. Rester à l'écart des conflits opposant de tierces parties dans la région, spécialement ceux impliquant la Chine, est néanmoins absolument essentiel. Cela exclut naturellement une alliance militaire sino-russe, même si des relations de bon voisinage et une coopération

active avec Pékin sont des conditions indispensables de la paix et de la prospérité de la Russie.

Pour atteindre des objectifs purement géopolitiques, il faudra répondre à des questions clés sur les façons pratiques de structurer une relation optimale avec la Chine et de redynamiser le partenariat avec l'Inde ; d'exploiter le potentiel de coopération avec le Japon et, un jour, de résoudre les contentieux bilatéraux ; et d'identifier les moyens permettant de renforcer les liens avec les pays de l'ASEAN. Alors que le grand continent d'Eurasie progresse chaque jour dans la voie de l'intégration, la stratégie russe de politique étrangère doit-elle aussi devenir à la fois plus intégrée et mieux équilibrée entre ses dimensions européenne et asiatique. Une nouvelle stratégie en Asie exige une nouvelle stratégie envers l'Europe. La « Grande Europe de Lisbonne à Vladivostok » n'a pas fonctionné. Une Grande Asie qui s'étendrait de Shanghai à Saint-Pétersbourg ne serait pas dans l'intérêt de la Russie. Moscou devrait plutôt se donner pour objectif une Grande Eurasie qui bénéficierait de ses liens étroits avec ses voisins de l'est, de l'ouest et du sud.

# Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- A. Choumiline, [« La diplomatie russe au Moyen-Orient : retour à la géopolitique »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 93, mai 2016.
- B. Lo, [« La Russie, la Chine et les BRICS : une illusion de convergence ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 92, mars 2016.
- L. Bisson, [« Politique de l'immigration en Russie : nouveaux enjeux et outils »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 91, janvier 2016.
- L. Poliakov, [« Le "conservatisme" en Russie : instrument politique ou choix historique ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 90, décembre 2015.
- I. Timofeev et E. Alekseenkova, [« L'Eurasie dans la politique étrangère russe »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 89, décembre 2015.
- I. Bounine et A. Makarkine, [« État et milieux d'affaires en Russie »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 88, novembre 2015.
- M. Korostikov, [« Partir pour mieux revenir : les hauts fonctionnaires et les compagnies publiques russes »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 87, août 2015.
- V. Milov, [« Les nouvelles alliances énergétiques russes : mythes et réalités »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 86, juillet 2015.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : [campagne@ifri.org](mailto:campagne@ifri.org).





**ifri**

institut français  
des relations  
internationales

